

Compte Rendu
Conseil Municipal

Séance du 25 mai 2016

Présents

Bruno Loustalet
Philippe Maisonnas
Yannick Semay
Philippe Guillard
Guy Caplat
Jean-Michel Thuot
Valérie Berger
Nicolas Zimerli
Suzanne Borrel-Jeantan
Josiane Brignone
Kamel Mohammedi
Christian Julian
Serge Manié

Excusé

Pouvoirs

Marie Paule Dupuy-Roudel
(Pouvoir à Mme Semay)
Audrey Duprat
(Pouvoir à Mr Julian)

L'an deux mil seize, le vingt-cinq mai à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Philippe Guillard

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le mercredi 25 mai 2016 à 20 h 33
Enregistrement intégral sans pause»

1. Compte rendu de la précédente réunion :

Mr le Maire fait part à l'assemblée de la demande reçue par Mail de Mr Manié concernant des modifications à apporter sur le compte rendu de la séance précédente à savoir :

Mr Manié demande que :

Dans le § 3 (Finances) la phrase de la page 5 : « Mr Manié demande s'il y a une commission qui fixe les taux ».

soit modifiée ainsi :

« Mr Manié demande si l'avis de la commission qui fixe les taux n'est pas visé dans la délibération».

Cette demande de modification est refusée. Après nouvelle écoute de l'enregistrement par Mme la Secrétaire Générale et validée par Mr le Secrétaire de Séance, la phrase inscrite dans le Compte Rendu du 30 mars 2016 est bien celle qui a été prononcée.

La phrase sera simplement complétée comme suit :

« Mr Manié demande s'il y a une commission qui fixe les taux, et si l'avis de la commission qui fixe les taux n'est pas visé dans la délibération ».

Dans le § 3 (Finances) la phrase de la page 10 : « Mr le Maire rappelle que le coût d'un totem est élevé, cependant, ces derniers sont destinés à être installés en Mairie, à la Salle Polyvalente, à l'école... »

Soit complétée par :

« Mr Manié trouve que c'est un budget très important ».

Dans le § 3 (Finances) la phrase de la page 12 : «Mr Manié remercie Mr Maisonnas d'avoir répondu par mail à sa demande de précisions concernant les prévisions budgétaires 2016. Cependant, il attendait une réponse plus précise sur l'article Contrat de Prestations de Service à savoir pourquoi + 30.000 €. Mr Maisonnas répond à Mr Manié qu'il ne lui a pas demandé le détail, mais l'explication de l'augmentation de 30.000 €. Dans sa réponse par courriel, Mr Maisonnas lui a démontré qu'il n'y a pas 30.000 € de plus, car il y avait 32.000 € sur le BP 2015 et 30.000 € sur le BP 2016 soit 2.000 € de moins ».

Soit modifiée ainsi :

« Mr Manié remercie Mr Maisonnas d'avoir répondu par mail à sa demande de précisions concernant les prévisions budgétaires 2016. Cependant, il attendait une réponse plus précise sur ce que représente l'article Contrat de Prestations de Service, il précise qu'il a fait une erreur, ce n'était pas + 30.000 € mais 30.000 € pour 2016. Mr Maisonnas répond à Mr Manié qu'il ne lui a pas demandé le détail, mais l'explication de l'augmentation de 30.000 €. Dans sa réponse par courriel, Mr Maisonnas lui a démontré qu'il n'y a pas 30.000 € de plus, car il y avait 32.000 € sur le BP 2015 et 30.000 € sur le BP 2016 soit 2.000 € de moins. Mr Manié demande à quoi cela correspond. Mr Maisonnas répond qu'il n'a pas le détail en tête et qu'une réponse lui sera faite par mail ».

Dans le § 5 (Questions diverses) 3^{ème} point, la phrase de la page 25 : «Mr le Maire rappelle que ce n'était pas dans le programme de la Majorité municipale mais dans celui de l'Opposition ».

Soit complétée par :

«Mr le Maire rappelle que ce n'était pas dans le programme de la Majorité municipale mais dans celui de l'Opposition, et que c'est un fait ».

Dans le § 5 (Questions diverses) 3^{ème} point, la phrase de la page 25 : «Mr Manié précise qu'il lui semble que le sujet n'avait pas été tranché en Commission Générale. L'assemblée répond que le sujet n'a jamais été mis à l'ordre du jour.

soit modifiée ainsi :

« Mr Manié précise que le sujet n'avait pas été tranché clairement. Mr le Maire répond que pour la majorité cela avait été tranché dès la campagne électorale. Mr Manié ajoute qu'il lui semble que cela n'avait pas été aussi clairement tranché au cours d'une discussion en Commission Générale récente. L'assemblée répond que le sujet n'a jamais été mis à l'ordre du jour ».

L'Assemblée n'ayant pas d'autres modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

2. C.C.M.P. -

Mr le Maire rappelle que l'Assemblée communautaire a adopté le 29 mars dernier, la révision des statuts et qu'il est demandé aux communes membres d'adopter cette révision.

Le sujet a été largement abordé par deux fois, en avril et mai 2016.

Il souligne les deux volets majeurs pour notre commune :

1. Assainissement collectif, prise en charge du coût du raccordement du transfert entre Thil et la 3CM pour un million d'euros,
2. Implication de la CCMP dans le Symalim et notamment pour le projet d'endiguement et le financement de sa quote part pour la protection rapprochée de Thil.

Il demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer favorablement à cette évolution statutaire, notamment eu égard aux intérêts de la commune, mais aussi pour démontrer que la Communauté s'engage dans un toilettage et une mise au point de ses compétences dans la perspective des travaux de fusion avec la 3CM.
Il donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 16/03/01 : REVISION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que lors du Conseil communautaire du 29 mars 2016, le conseil communautaire par délibération a adopté la révision des statuts de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau.

Les intercommunalités conformément au principe de spécialité ne peuvent intervenir que dans le champ des compétences qui lui ont été transférées (principe de spécialité fonctionnelle) et à l'intérieur de son périmètre (principe de spécialité territoriale). Ainsi les EPCI ne peuvent intervenir, ni opérationnellement, ni financièrement que dans le champ des compétences transférées par les communes ou par la loi.

19 ans après la création de la communauté de communes, il est aujourd'hui nécessaire de procéder à une révision de fond des compétences pour plusieurs raisons :

- Toiletter les compétences existantes qui depuis la création de l'intercommunalité ont, pour certaines, profondément évolué,
- Anticiper les prises de compétences obligatoires de la Loi NOTRe du 07/08/2015 (développement économique, transfert eau et assainissement au plus tard au 01/01/2020) et de la loi MAPTAM du 27/01/2014 (transfert de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Protection des Inondations au 01/01/2018) pour pouvoir les exercer à terme dans les meilleures conditions,
- Inscrire de nouvelles compétences pour permettre la réalisation du Plan Pluri Annuel d'Investissement 2016/2021 présenté lors du Débat d'Orientations Budgétaires 2016 le 17/03/2016.


Monsieur le Maire rappelle que les statuts révisés ont été présentés et commentés en Commission Générale tenue le 07/04/2016 et que les compétences révisées et nouvellement inscrites concernent très directement la commune et permettent le co-financement des opérations majeures relatives à l'assainissement et la protection rapprochée de THIL contre les inondations.

Suite à ces présentations, il propose au Conseil municipal d'approuver de façon concordante la modification des statuts telle que présentée à l'annexe de la présente délibération.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- Approuve la révision des statuts telle que présentée et annexée à la présente délibération,


VU POUR ETRE ANNEXE A LA DELIBERATION DU 29 MARS
2016 / D-2016-03-N098
A Miribel, le 05/04/2016
Le Président
Pascal PROTIERE

REVISION DES COMPETENCES OBLIGATOIRES	
I-1 Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la CCMP	Aménagement, entretien et gestion de zones d'activités (ZA) industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique intéressant l'ensemble de la communauté et créées à partir du 1er janvier 2000
	A partir du 1er janvier 2017 : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 : création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique.
	Etude et financement du déploiement de la fibre optique dans les zones d'activités économiques
	Actions de développement économique d'intérêt communautaire. Sont déclarées d'intérêt communautaire : L'aide à l'immobilier d'entreprise / L'aide et le soutien aux structures favorisant la création d'entreprises
	Etude pour l'implantation d'une signalétique dans les zones d'activités économiques communales
	Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire : sont déclarés d'intérêt communautaire Le FISAC / L'aide et le soutien aux unions commerciales
	Promotion du tourisme, dont la création d'office de tourisme
I-2 Aménagement de l'espace	Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) à vocation économique
	Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), schéma directeur et schéma de secteur.
	Politiques contractuelles d'intérêt communautaire menées notamment avec l'Union Européenne, la Région, le Département, et d'autres Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, Collectivités Territoriales ou associations.
	Sont déclarés d'intérêt communautaire : le Contrat de Développement Durable Auvergne Rhône-Alpes ou tout autre cadre contractuel régional qui s'y substituerait

Envoyé en préfecture le 06/04/2016
 Reçu en préfecture le 06/04/2016
 Affiché le 
 ID : 001-240100600-20160329-D_2016_03_N098-DE

REVISION DES COMPETENCES OPTIONNELLES	
II-1 Protection et mise en valeur de l'environnement	Actions de lutte contre le ruissellement et les pluies torrentielles dont les acquisitions foncières, les études, les travaux et la gestion des ouvrages et aménagements
	Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.
	Création et gestion du service public d'assainissement non collectif (SPANC)
	Travaux de raccordement des eaux usées de la commune de Thil à la station d'épuration de la 3CM située sur la commune de Névroz
	Mise en œuvre du programme de restauration du canal de Miribel, de ses annexes fluviales et de sa rappe
II-2 Politique du logement et du cadre de vie	Etudes préalables au transfert des compétences obligatoires des lois NOTRE et MAPTAM : eau, assainissement et GEMAPI.
	Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
	Elaboration et mise en œuvre du Plan Local de l'Habitat (PLH)
II-3 Sport et culture	Construction, entretien et fonctionnement des équipements sportifs d'intérêt communautaires. Sont d'intérêt communautaire : Le complexe sportif de Saint Martin à Miribel / le complexe sportif Louis Armstrong à Beynost / Le nouveau gymnase de La Chanal à Miribel / Le nouveau complexe de BMX à Thil / Sur le site du forum des sports à Saint Maurice de Beynost : Les terrains de football du forum et ses équipements (vestiaires, tribunes...), la halle de pétanque et ses jeux extérieurs, L'O-espace aquatique de la Côtère
	Construction, entretien et fonctionnement des équipements culturels d'intérêt communautaire. Sont déclarés d'intérêt communautaire : L'Académie de musique et de danse située à Miribel
	Création, aménagement et entretien des voiries d'intérêt communautaire.
II-4 Création, aménagement et entretien de la voirie	Création des aménagements de sécurité sur routes départementales en milieu urbain. L'éclairage public, le fleurissement et l'entretien sont exclus
	Création, aménagement et entretien des parkings des gares ferroviaires et des parkings de covoiturage. Sont exclus le fleurissement et la gestion de l'éclairage public (la CCMP réalise l'investissement mais la gestion de l'éclairage relève de la commune (facture, remplacement ampoule, mat...))

Envoyé en préfecture le 06/04/2016

Reçu en préfecture le 06/04/2016

Affiché le

ID : 001-40100800-20160329-2016_03_N098-D1

II-5 Actions sociales d'intérêt communautaire	<p>Personnes âgées et atteintes de la maladie d'Alzheimer : Soutien aux associations contribuant à la mise en œuvre du schéma gériatrique départemental sur le territoire de la communauté de communes ; Soutien aux structures « accueil de jour » agréées qui œuvrent sur le territoire de la communauté de communes ; Mise à disposition gratuite de locaux à l'association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile (S.S.I.A.D)</p>
	<p>Personnes handicapées : Foyer d'accueil médicalisé pour personnes souffrant d'épilepsie grave : accueil et mise à disposition du terrain à la structure agréée</p>
	<p>Personnes défavorisées : Soutien aux associations humanitaires reconnues d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire : la Croix Rouge Française et les Restaurants du Cœur</p>
	<p>Jeunesse : Soutien à la Mission Locale Jeune de la Côte et mise à disposition d'un local</p>
	<p>Prévention/santé : Mise à disposition de locaux au Conseil Départemental de l'Ain pour le fonctionnement du Centre de Prévention et d'Education Familiale (CPEF).</p>
II-6 Politique de la ville	<p>Création, animation, coordination et mise en œuvre de la stratégie territoriale du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (C.I.S.P.D.).</p>
	<p>Création et gestion d'un centre de supervision urbain intercommunal</p>
	<p>Création, animation, coordination et mise en œuvre du Contrat de Veille Active Communautaire (CDVA)</p>
	<p>Organisation et prise en charge de la récupération des épaves automobiles non identifiées situées sur le domaine public des communes membres de la Communauté de communes de Miribel et du Plateau</p>
	<p>Création et gestion d'une fourrière automobile intercommunale</p>

Envoyé en préfecture le 06/04/2016
Reçu en préfecture le 06/04/2016
Affiché le 
ID : 001 240100800-20160329-D_2016_03_N098-D'

REVISION DES COMPETENCES FACULTATIVES	
III-1 Soutien aux associations sportives et culturelles d'intérêt communautaire	<p>Sont déclarées d'intérêt communautaire</p> <p>Ain Sud Foot / Beynost BMX Côtière / Côtière hand ball / Pétaque Miribel Côtière</p> <p>Saint Maurice Volley-Ball Côtière / Vertical Côtière</p> <p>Association musicale Gabriel Chardon</p> <p>Société musicale de l'Espérance de Baynost</p> <p>L'Office Culturel de Miribel (OCM) au titre de spectacle scolaires</p> <p>La section cinéma de l'Union Laïque de Miribel (ULM)</p>
III-2 Etudes d'opportunité et de programmation d'un espace culturel et touristique	
III-3 Politique éducative et culturelle	<p>Gestion et fonctionnement de l'établissement d'enseignement spécialisé "Académie de Musique et de Danse"</p> <p>Enseignement sportif en milieu scolaire</p> <p>Enseignement musical en milieu scolaire et structures petites enfance</p>
III-4 Entretien et gestion de la caserne de gendarmerie de Miribel	
III-5 Transport et mobilité	Organisation des transports urbains COLIBRI sur le périmètre de la CCMP, ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité (AOM).
	Participation financière versée au Conseil Départemental de l'Ain pour le fonctionnement des lignes interurbaines de transport 171 et 132 sur le périmètre de transport urbain de la CCMP
	Anneau bleu : étude, réalisation et gestion de « liaisons douces » sur la rive droite du canal de Miribel
	Accessibilité au grand Parc : création, aménagement et entretien des ouvrages de franchissement du canal de Miribel dont le pont de l'île
	Création, aménagement et entretien des sentiers pédestres déclarés d'intérêt communautaire inscrits au Plan Départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR).
	Elaboration d'un Schéma modes doux communautaire et soutien à la création d'aménagements cyclables inscrits au Schéma modes doux communautaire.
III-6 Participation financière versée à la Communauté de communes de la Côtière à Montluel (3CM) pour l'entretien des espaces verts extérieurs à l'enceinte éducative du lycée de la Côtière et de ses équipements sportifs	Organisation d'un service public de location de bicyclettes
	Création d'un service public d'autopartage

Envoyé en préfecture le 05/04/2016
Reçu en préfecture le 06/04/2016
Affiché le 
ID : 001 240100800-20160328-D 2016_03_N088-D'

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

3. SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE

Mr le Maire rappelle que le Conseil Municipal a voté le 15 décembre dernier, une délibération portant sur la fusion des syndicats intercommunaux suivants : SI d'aménagement du canal de Jonage et SI de la Rize et de profiter de cette révision de manière à permettre à la Communauté de Communes de rentrer dans la gouvernance du Symalim ;

Il souligne que Mr le Préfet a arrêté en mars 2016, le projet de fusion du schéma départemental.

Il demande au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Mr le Maire demande à l'Assemblée de réitérer le vote dans le sens où le Symalim représente un acteur majeur de notre stratégie territoriale d'autant que le Symalim sera le maître d'ouvrage de la requalification des berges du Rhône. Il est donc important que Thil marque son profond attachement à cette opération-là à travers cette réorganisation du Symalim.

Mr Julian demande si le Symalim va travailler sur le Rhône (pour ce qui concerne la Rize) et sur l'Ain en même temps.

Mr le Maire rappelle qu'il a toujours travaillé sur les deux départements. Simplement on rationalise la gouvernance du bloc concerné par l'ensemble des communes.

Mr Julian rappelle que le Symalim a travaillé pour l'essentiel sur le Parc de Miribel qui a des côtés Ain et Rhône alors que la Rize n'est que du côté Rhône.

DELIBERATION 16/03/02 : COOPERATION INTERCOMMUNALE – AVIS SUR LE PROJET DE SDCI DU RHONE

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Rhône prévoit la fusion du SYMALIM avec le Syndicat intercommunal d'aménagement du canal de Jonage et le Syndicat intercommunal Décines, Vaulx en Velin, Villeurbanne pour la mise en valeur de la Rize.

Il précise que la Commune de Thil est membre du SYMALIM, et qu'en vertu de l'article L5210-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils Municipaux des Communes concernées par les propositions de modification, doivent se prononcer dans un délai de 75 jours à compter de la notification du SDCI par Mr le Préfet.

Mr le Maire rappelle que la Commune s'était prononcée favorablement dans le cadre du SDCI de 2012 à la fusion du Syndicat des Berges du Rhône au sein du Symalim afin de renforcer la mise en œuvre d'une politique de restauration hydraulique du Rhône Amont incluant notamment la restauration des berges du canal de Miribel, la protection rapprochée de Thil face au risque inondation et l'accessibilité aux espaces de loisirs du Grand Parc. Il avait également émis un avis favorable par délibération du 15 décembre 2015, à la fusion des syndicats intercommunaux suivants : SI d'aménagement du canal de Jonage, et SI de la Rize.

Les compétences des deux Syndicats dont la fusion est proposée par Mr le Préfet dans le cadre du SDCI du Rhône, couvrant des périmètres fonctionnels similaires en matière de gestion durable et raisonnée de la ressource « eau », la pertinence de leur fusion rejoint celle qui a conduit la commune de THIL à se prononcer en faveur de la fusion du Syndicat des Berges du Rhône au sein du Symalim. C'est la raison pour laquelle, le Conseil municipal est invité à se prononcer favorablement sur le projet de fusion.

Mr le Maire invite le Conseil Municipal à délibérer.

Le Conseil Municipal

Après en avoir délibéré,

- EMET un avis favorable à la fusion du SYMALIM avec le Syndicat intercommunal d'aménagement du canal de Jonage et le Syndicat intercommunal Décines, Vaulx en Velin, Villeurbanne,

- DEMANDE que, dans le cadre de cette fusion, la représentation actuelle des structures membres du SYMALIM soit maintenue.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

4. REVISION ALLEGEE DU PLU

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié demande quel est le coût.

Mr le Maire répond qu'il faut d'abord attendre que la délibération soit votée, ensuite il conviendra d'interroger Urbi & Orbi sur le coût de la prestation. En tout état de cause, vu le périmètre extrêmement limité de la révision, le coût devrait être raisonnable d'autant plus que des gestes commerciaux peuvent être concédés par le prestataire.

Il nous faudra demander une évaluation environnementale (obligatoire) partielle : au dire de la Préfecture, il conviendra de limiter l'évaluation environnementale au strict périmètre de ce qui peut être impacté, il faudra regarder quel est l'impact de la reconstruction après sinistre sur l'évaluation environnementale qui a été faite.

Mr Manié demande pour l'enquête publique il y aura un registre, mais un commissaire enquêteur va-t-il être nommé.

Mr le Maire répond dans l'affirmative.

DELIBERATION 16/03/03 : REVISION ALLEGEE DU PLU – DECISION DE PRESCRIPTION

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle que par une délibération en date du 13 novembre 2015, le conseil municipal a approuvé son plan local d'urbanisme (PLU), dont l'élaboration avait nécessité plus de cinq années de travail.

A l'occasion de cette délibération, le conseil municipal a pris le parti de tenir compte des résultats de l'enquête publique et des observations formulées par les personnes publiques associées, et notamment l'avis des services de l'Etat du 25 avril 2015. C'est dans ce cadre qu'il a été décidé de créer une zone Nh en lieu et place des zones d'habitation du secteur Route de Niévroz au Sud Est du territoire communal, et concernées par le périmètre de protection du puits de captage. Les terrains en cause étaient classés en zone UA et UB dans le projet de PLU arrêté par le conseil municipal le 19 janvier 2015 puis soumis à enquête publique.

Plusieurs administrés ont formé des recours à l'encontre du PLU approuvé, dont des propriétaires des terrains concernés par le reclassement.

Attaches prises avec les services préfectoraux, la légalité du document approuvé a été confirmée à la commune ; mais le contrôle de légalité a toutefois jugé « excessive » l'interdiction de reconstruction après sinistre prévue à l'article Nh1 et proposé à la commune d'engager une procédure d'évolution du document d'urbanisme de manière à supprimer cette disposition.

L'évolution envisagée n'a pas d'impact sur les orientations définies dans le projet d'aménagement et de développement durables.

C'est la raison pour laquelle la commune souhaite aujourd'hui engager une procédure de révision avec examen conjoint, dite « révision allégée », prévue aux articles L.153-34 et suivants du Code de l'urbanisme.

L'orientation gouvernant cette procédure de révision sera de lever l'interdiction générale de reconstruction après sinistre sur les secteurs classés en zone Nh dans le règlement du PLU, tout en garantissant l'efficacité des périmètres de protection du puits de captage et la préservation de la qualité de la ressource en eau sur le

territoire, et en tenant compte de la servitude d'utilité publique liée au Plan de prévention des risques d'inondation.

Monsieur le Maire rappelle que conformément aux dispositions des articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, une concertation doit être organisée de manière à associer la population, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, en les informant du projet d'évolution envisagé et en recueillant leurs éventuelles observations.

Afin de répondre à ce double objectif, la commune informera le public de l'engagement de la procédure de révision par voie d'affichage et sur le site internet de la commune. Le public sera en outre régulièrement informé de l'avancée de la procédure sur le site internet de la commune et par le bulletin municipal. Enfin, un dossier comprenant un registre d'observations à destination du public sera mis à disposition en mairie afin de permettre à la population aux associations locales et aux autres personnes concernées de s'exprimer sur l'évolution envisagée.

La concertation se déroulera tout au long de la phase d'élaboration du projet de révision.

Au terme de cette phase, un bilan de la concertation sera tiré et un projet de révision sera arrêté pour être soumis à l'examen conjoint de l'Etat, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme.

Le projet et le procès-verbal de réunion d'examen conjoint seront ensuite soumis à enquête publique.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité absolue des suffrages exprimés :

- de prescrire la révision avec examen conjoint du plan local d'urbanisme de la commune, conformément aux dispositions des articles L.153-31, L.153-34 et R.153-12 du code de l'urbanisme ;
- d'énoncer l'objectif poursuivi, à savoir de lever l'interdiction générale de reconstruction après sinistre sur les secteurs classés en zone Nh dans le règlement du PLU, tout en garantissant l'efficacité des périmètres de protection du puits de captage et la préservation de la qualité de la ressource en eau sur le territoire communal et en tenant compte de la servitude d'utilité publique liée au Plan de prévention des risques d'inondation ;
- de soumettre la procédure à la concertation du public pendant toute sa durée, en associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, selon les modalités suivantes :
 - Information de la prescription de la procédure par voie d'affichage et sur le site internet de la commune ;
 - Information régulière de l'avancée de la procédure sur le site internet de la commune et dans le bulletin municipal ;
 - Mise à disposition en mairie d'un dossier comprenant un registre d'observations afin de recueillir l'avis de la population, des associations locales et des autres personnes concernées.
- d'associer les services de l'État conformément aux dispositions de l'article L.132-10 du code de l'urbanisme ;
- de consulter au cours de la procédure, les personnes publiques prévues par la loi au titre des articles L.132-12, L.132-13, R.153-2 et R.153-5 du Code de l'urbanisme, si elles en font la demande et en tant que de besoin, l'autorité environnementale ;
- d'établir l'évaluation environnementale ;
- de consulter la chambre d'agriculture, le centre régional de la propriété forestière, la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.
- de charger le cabinet URBI ET ORBI, déjà intervenu lors de la précédente procédure de réaliser les études nécessaires à la révision et de préparer les actes et documents nécessaires à cette mission ;
- de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, ou avenant, à cet égard ;
- dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré ;

Conformément aux articles L.132-7, L.132-9, L.132-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au préfet,
- aux présidents du conseil régional et du conseil départemental,
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture,
- au président du syndicat mixte en charge du SCoT du BUCOPA,
- au président de la Communauté de communes de MIRIBEL et du PLATEAU compétente en matière de programme local de l'habitat, ainsi qu'en sa qualité d'autorité initiatrice de ZAC,
- au représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr le Maire informe l'Assemblée que cette délibération sera rendue exécutoire dès demain, par voie de transmission à la Préfecture, affichage en Mairie et publication dans la Presse dès dimanche prochain (Journal le Progrès) et ouverture du Registre dès demain à 13 h 30.

5. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Mr Maisonnas rappelle que tous les élus ont été destinataires de la note de synthèse.
Il expose la décomposition des 4 phases de travaux.

Mr Thuot commente le plan exposé en séance à savoir :

1. Zone rose
2. Zone verte
3. Zone jaune
4. Zone vert clair

La zone hachurée, correspond à la première zone à réaliser, en raison des eaux pluviales à proximité du puits de captage sur ce qui concerne la rue Neuve, la route de Montluel. Toute la zone est concernée en premier.

Dans la zone rose, il y a des traits verts qui correspondent aux lotissements sur lesquels il y a des accès privés et il conviendra de voir si nous les incorporons dans le projet global ou si la réalisation sera faite directement par les lotissements.

Il y aura peut-être quelques modifications au cours des travaux et certains seront peut-être reportés sur une autre phase notamment au regard du plan de circulation à mettre en place. Il faut se caler dans ces phases pour éviter les dérives au niveau des délais de réalisation.

Mr Maisonnas rajoute que, comme indiqué dans Thil Tempo, le Maître d'œuvre va être choisi, les entreprises de travaux soumissionneront à un appel d'offres pour un démarrage des travaux au début de l'année prochaine pour ce qui est du raccordement à la STEP de la 3CM. Il ajoute que la première phase (en rose) est prévue pour 2018.

Mr Thuot rajoute que les travaux se feront par tranches sur 2018, 2019, 2020, 2021... en fonction du raccordement des Administrés.

Mr Manié constate que c'est arrêté comme cela : 2018, 2019, 2020... ?

Mr Thuot répond que le but c'est cela, puisqu'en 2017 on procède au raccordement à la STEP, ensuite les travaux pour les eaux pluviales commenceront, en particulier sur la rue Neuve et route de Montluel, et avanceront petit à petit.

Mr le Maire note que, comme précisé lors de la dernière Commission Générale, le lancement de la Maîtrise d'œuvre au moment de l'avant-projet (AVP) qui est l'autre grand rendez-vous fonctionnel, aura lieu à l'automne afin d'avoir une idée plus précise sur le phasage. Il rappelle que, comme dans tous les projets d'envergure, il peut y avoir des aléas. Il souligne que la première phase concernera la réalisation du réseau primaire sera prise en charge par la CCMP puis le réseau qui concerne le périmètre du puits de captage (zone rose dans un premier temps).

Nous aurons un temps d'étude, de consultation, d'ordonnancement des chantiers et cela prend du temps.

La station de Niévroz devrait être inaugurée très prochainement.

Mr Maisonnas rajoute qu'une fois le maître d'œuvre choisi, il faudra affiner le côté financier. Il donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 16/03/04: PROGRAMMATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET DEMANDE D'AIDE ET DE SUBVENTION AU DEPARTEMENT DE L'AIN

Rapporteurs : Philippe Maisonnas/Jean-Michel Thuot

Messieurs les Rapporteurs expliquent que les travaux et la maîtrise d'œuvre de réalisation du réseau d'assainissement collectif communal sont susceptibles de bénéficier d'aides du Conseil Départemental de l'Ain et de l'Agence de l'eau selon les modalités d'intervention du Plan Départemental de l'Eau et du programme d'action « Sauvons l'Eau ! » (2013-2018).

Aussi, afin de percevoir les subventions qui pourraient être octroyées par le Conseil Départemental et l'Agence de l'eau, il convient :

- De valider la totalité de l'opération de réalisation du réseau d'assainissement collectif selon les éléments techniques :
- a) Le périmètre technique des travaux se rapporte :
 - i) D'une part à la création du réseau de transfert au collecteur de la 3CM par refoulement avec la création de postes de refoulement. Suite à la demande de l'ARS, deux scénarii de faisabilité seront étudiés l'un via la RD 61 A, l'autre via le Chemin de halage ;
 - ii) D'autre part, à la création d'un réseau de collecte des eaux usées du village de Thil, de postes de relevage associés et d'un réseau de collecte des eaux pluviales selon les prescriptions du Schéma Directeur d'Assainissement,
- b) Les ouvrages seront implantés sur la commune de THIL et pour partie sur la commune de Niévroz (partie du réseau de refoulement et postes de refoulement ;
- c) Les travaux se dérouleront en quatre phases :
 - i) La première phase concernera la réalisation du réseau de refoulement et les postes de refoulement ainsi que la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé et le réseau de collecte des eaux pluviales permettant le raccordement des habitations dans l'ensemble des périmètres de protection du puits de captage du SIE Thil – Niévroz délimité par la route de Niévroz, la rue Neuve (de part et d'autre), la route de Montluel et le Chemin du Poteau, le chemin de la Boisse ainsi que la création du réseau de collecte permettant le raccordement des habitations situées rue du Canal incluant le lotissement des Loups,
 - ii) La seconde phase concernera la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé permettant le raccordement des habitations du centre bourg délimité par : la rue de l'Eglise (de part et d'autre), la rue de la Mairie jusqu'à la rue du Canal
 - iii) La troisième phase concernera la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé permettant le raccordement des habitations des secteurs du village délimité par la rue du stade, la rue de la mairie (secteur mairie, école), la rue de la Fromagère, le chemin de la Brayonne, la rue du Besson et le chemin du Mas Durand,
 - iv) La quatrième phase concernera la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé permettant le raccordement des habitations des secteurs du village restant soit les secteurs : La verchère, Les Mouilles, la Mollie, au Peron et les habitations situées Route de Beynost.
 - v) De valider le montant prévisionnel Hors Taxes de l'opération, et les modalités financières de cette dernière soit : 4 022 200 euros hors taxes décomposés comme suit :
 - (1) Première phase de travaux : 2 414 450 euros hors taxes

- (2) Deuxième phase de travaux : 482 000 euros hors taxes
- (3) Troisième phase de travaux : 490 000 euros hors taxes
- (4) Quatrième phase de travaux : 635 750 euros hors taxes
- De valider l'engagement de la collectivité à mener à terme cette opération ;
- De solliciter les aides du Conseil Départemental et de l'Agence de l'eau ;
- D'autoriser, pour la réalisation du réseau d'assainissement collectif (études et travaux) le Département à percevoir l'aide attribuée par l'Agence pour le compte de la commune de THIL et à la lui reverser ;
- De demander, en justifiant et en motivant cette demande, un démarrage anticipé des travaux à l'ensemble des financeurs éventuels, sans que cela n'engage ces derniers ;
- D'engager la commande publique en vue de la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre avec un cabinet d'ingénierie spécialisé,

La programmation des travaux, d'une part, le processus de la commande publique attaché à la sélection d'un cabinet de maîtrise d'œuvre, d'autre part, ont fait l'objet d'une information en Commission générale les 07 avril 2016 et 12 mai 2016,

Le Conseil municipal, entendu les explications de Messieurs les Rapporteurs après avoir délibéré,

- Valide la totalité de l'opération de réalisation du réseau d'assainissement collectif selon les éléments techniques tels que détaillés ci-après :
- a) Le périmètre technique des travaux :
 - i) la création du réseau de transfert au collecteur de la 3CM par refoulement avec la création de postes de refoulement. Suite à la demande de l'ARS, deux scénarii de faisabilité seront étudiés l'un via la RD 61 A, l'autre via le Chemin de halage ;
 - ii) la création d'un réseau de collecte des eaux usées du village de Thil, de postes de relevage associés et d'un réseau de collecte des eaux pluviales selon les prescriptions du Schéma Directeur d'Assainissement,
- b) Implantation des ouvrages : sur la commune de THIL et pour partie sur la commune de Niévroz (partie du réseau de refoulement et postes de refoulement) ;
- c) Phases des travaux :
 - i) La première phase concernera la réalisation du réseau de refoulement et les postes de refoulement ainsi que la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé et le réseau de collecte des eaux pluviales permettant le raccordement des habitations dans l'ensemble des périmètres de protection du puits de captage du SIE Thil – Niévroz délimité par la route de Niévroz, la rue Neuve (de part et d'autre), la route de Montluel et le Chemin du Poteau, le chemin de la Boisse ainsi que la création du réseau de collecte permettant le raccordement des habitations situées rue du Canal incluant le lotissement des Loups,
 - ii) La seconde phase concernera la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé permettant le raccordement des habitations du centre bourg délimité par : la rue de l'Eglise (de part et d'autre), la rue de la Mairie jusqu'à la rue du Canal
 - iii) La troisième phase concernera la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé permettant le raccordement des habitations des secteurs du village délimité par la rue du stade, la rue de la mairie (secteur mairie, école), la rue de la Fromagère, le chemin de la Brayonne, la rue du Besson et le chemin du Mas Durand,
 - iv) La quatrième phase concernera la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé permettant le raccordement des habitations des secteurs du village restant soit les secteurs : La verchère, Les Mouilles, la Mollie, au Peron et les habitations situées Route de Beynost.
- d) Valide le montant prévisionnel Hors Taxes de l'opération, et les modalités financières de cette dernière soit 4 022 200 euros hors taxes décomposés comme suit :
 - i) Première phase de travaux : 2 414 450 euros hors taxes
 - ii) Deuxième phase de travaux : 482 000 euros hors taxes
 - iii) Troisième phase de travaux : 490 000 euros hors taxes
 - iv) Quatrième phase de travaux : 635 750 euros hors taxes
- Valide l'engagement de la collectivité à mener à terme cette opération réalisation du réseau d'assainissement collectif ;
- Sollicite les aides du Conseil Départemental et de l'Agence de l'eau pour cette opération,
- Autorise, pour la réalisation du réseau d'assainissement collectif, le Département à percevoir l'aide attribuée par l'Agence pour le compte de la commune de THIL et à la lui reverser ;
- Demande l'autorisation au Conseil Départemental de l'Ain et à l'Agence de l'eau de pouvoir commencer les travaux par anticipation, sans préjuger des aides éventuelles qui pourraient être attribuées ;
- Autorise Monsieur le Maire à engager la commande publique en vue de la passation d'un marché de Maîtrise d'œuvre et de conclure le marché avec la société ayant fait l'offre économiquement la plus avantageuse et de signer tout document y afférents.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

6. CONVENTION GROUPEMENT DE COMMANDES

Mr Maisonnas rappelle que la CCMP prend en charge tout ce qui est réseau de transfert jusqu'à la STEP de la 3CM). Il est donc proposé au Conseil d'autoriser Mr le Maire à signer une convention avec la CCMP pour un groupement de commandes.

L'entreprise qui fera les travaux sur le village, fera aussi les travaux de transfert avec un droit de regard de la CCMP sur le choix des entreprises et le suivi de chantier.

L'organisation globale est établie comme suit :

- 75 % des travaux à charge de la commune (pour les frais de fonctionnement du groupement soit 1.675 € HT)
- 25 % des travaux à charge de la CCMP (droit de regard sur le groupement de commandes et le choix du Maître d'œuvre)

Il souligne qu'une Décision Modificative sera nécessaire afin de prévoir les crédits.

Mr Maisonnas donne lecture du projet de délibération.

Mr le Maire propose les noms de Mrs Maisonnas et Thuot en qualité de Titulaires (ayant participé aux travaux restreints du Groupe de Travail et déjà membres de la commission communale d'appel d'offres) et Mr Julian et Mme Brignone (membres aussi de la commission communale d'appel d'offres) en qualité de suppléants.

Il informe qu'au sein de la CCMP, Mr Gadiolet (vice-président en charge de la gestion de l'Environnement) est membre titulaire et Mme Guillet (Adjointe au Maire de St Maurice de Beynost), membre suppléante.

Mr le Maire souligne que le principe de cette convention de groupement de commandes est le même que pour le groupement de commandes Voirie.

DELIBERATION 16/03/05 : CONVENTION EN VUE D'ETABLIR UN GROUPEMENT DE COMMANDE ET DE DESIGNER LA COMMUNE DE THIL EN TANT QUE RESPONSABLE POUR LA MAITRISE D'ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Premier Adjoint rappelle au Conseil qu'en relation avec des instances de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau, le projet de constitution d'un groupement de commandes a été instruit pour un Marché A Procédure Adaptée de prestations de maîtrise d'œuvre en vue des travaux de réalisation du réseau d'assainissement collectif communal et de sa connexion à la STEP de la 3CM avec pour objectif de :

- De permettre d'obtenir au regard des volumétries des travaux les meilleurs prix possibles au regard des conditions de la concurrence et du marché,
- De mutualiser les coûts d'organisation de la commande publique,
- De coordonner les travaux de réalisation.

A la suite des réunions de concertation tenues au sein du Comité de Pilotage du projet au sein duquel est associée la Communauté de communes, l'autonomie des membres du groupement a été retenue au terme de laquelle, chaque acheteur signe un marché à hauteur de ses besoins propres avec l'attributaire commun, lui en notifie les termes et s'assure de sa bonne exécution.

Chaque Collectivité, membre du groupement de commande pourra ainsi décider de la date de notification du marché à bons de commande et de sa reconduction potentielle au-delà de la durée initiale.

Pour ce faire, il convient au préalable d'établir un groupement de commande autorisant la commune de THIL en tant que responsable à lancer cette consultation conformément aux dispositions de l'article 28 de l'ordonnance

n°2015-899 du 23/07/2015 et article 27 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016 relatifs aux marchés publics pour la passation d'un marché en groupement de commande pour des prestations de maîtrise d'œuvre relatif à la réalisation des travaux de connexion du réseau d'assainissement collectif de THIL à la STEP de la 3CM.

Le projet de convention, ci-après, a fait l'objet du vote d'une délibération par le Conseil communautaire lors de la séance plénière du 24 mai 2016.

Il porte création du Groupement de commande dans les termes ci-avant mentionnés et fixe à 555 euros hors taxes la participation financière relative de la communauté de communes pour la gestion du processus de la commande publique.

Chaque collectivité désignera par ailleurs, ses représentants pour siéger à la Commission chargée d'émettre un avis sur les offres présentées au marché relatif au groupement de commande et pourra faire appel à des personnes qualifiées.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- approuve la participation de la Commune de Thil au groupement de commande,
- autorise Mr le Maire à signer la Convention de groupement de commande ci-après annexée,
- désigne Mr Maisonnas et Mr Thuot comme membres titulaires et Mr Julian et Mme Brignone comme membres suppléants à la commission d'Appel d'offres relative au groupement de commande,
- autorise Monsieur le Maire à signer les pièces des marchés avec la société ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse et à engager toutes diligences nécessaires à l'exécution de la présente.

- Annexe à la délibération 16.03.05 -



CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE
COMMANDE POUR LA PASSATION D'UN MARCHÉ DE
MAITRISE D'OEUVRE POUR DES TRAVAUX DE REALISATION
DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT A THIL POUR CHACUN DES
MEMBRES DU GROUPEMENT



La Commune de THIL, représentée par son Maire, dûment habilitée par délibération du Conseil municipal en date du

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau, représentée par son Président, dûment habilité par délibération en date du,

Convienent ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La commune de THIL et la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau conviennent par la présente convention de se grouper, conformément aux dispositions à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics pour la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre pour des travaux de réalisation du réseau d'assainissement à THIL :

- Lot 1 : travaux de réalisation du réseau d'interconnexion à la STEP de la 3CM située sur la commune de Niévroz qui seront de maîtrise d'ouvrage CCMP
- Lot 2 : travaux de réalisation du réseau de collecte des eaux usées et réalisation du réseau de collecte des eaux pluviales internes à la commune de THIL qui seront de maîtrise d'ouvrage communale.

A cet égard, la présente convention précise les modalités de fonctionnement de ce groupement ainsi que les obligations respectives de chacune des parties.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

ARTICLE 2 – RESPONSABLE

2.1 – Désignation du responsable

La commune de THIL, ci-après dénommée « le responsable » est désignée par l'ensemble des membres du groupement comme « responsable », ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

2.2 – Mission du responsable

Dans le respect de l'ordonnance du 23/07/2015, en pratique les missions du responsable sont les suivantes :

Mettre en œuvre l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation :

- Centraliser les besoins à partir des documents et/ou demandes transmis par chacun des membres du groupement,
- Elaborer l'ensemble des documents de la consultation en fonction des besoins définis par les membres dont :
 - Règlement de consultation (critères d'attribution),
 - Cahiers des charges (CCAP et CCTP),
 - Bordereau des prix unitaires / DPGF/ DQE,
 - Actes d'engagement (pour chaque membre).
- Faire valider ces documents par l'ensemble des membres du groupement ;
- Assurer l'ensemble des opérations de sélection des co-contractants (publication des avis d'appel public à la concurrence et attribution, envoi des dossiers de consultation des entreprises, préparation et organisation matérielle des opérations d'analyse des candidatures et des offres, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission du Groupement) ;
- Retenir l'offre la mieux disante après avoir recueilli le vote de la commission du Groupement,
- Informer les candidats du résultat de la mise en concurrence.

D'une façon générale, le responsable s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que les marchés conclus dans le cadre de ce groupement répondent au mieux aux objectifs de performance en matière de commande publique, en favorisant notamment la réalisation d'économie d'échelle et d'association.

ARTICLE 3 – MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commande est constitué par la commune de THIL et la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau, dénommés « membres » du groupement de commandes, signataires de la présente convention.

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Communiquer au responsable une évaluation de ses besoins préalablement au lancement de la procédure de commande publique,
- Participer à l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation,
- Prendre connaissance et valider les documents de la consultation dans les délais fixés par le responsable:
 - Règlement de consultation (critères d'attribution),
 - Cahiers des charges (CCAP et CCTP),
 - Bordereau des prix unitaires / DPGF/ DQE,
 - Actes d'engagement (pour chaque membre).
- Signer le marché correspondant à ses besoins propres tels que déterminés dans le cahier des charges de la consultation,
- Assurer la bonne exécution de ce marché,
- Assurer le paiement des prestations correspondantes,
- Informer le responsable de tout litige né à l'occasion de la passation du marché le concernant,
- De participer financièrement aux frais de fonctionnement du groupement de commande conformément à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 4 – PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Groupement de commande en application de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics.

Le responsable réalisera la procédure sous forme de Marché A Procédure Adaptée conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics et article 27 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016.

ARTICLE 5 – COMMISSION DU GROUPEMENT

Une commission du Groupement sera constituée en vue d'émettre un avis sur les offres présentées au marché. Elle est composée de représentants de chaque membre du groupement ayant voix délibérative conformément à l'article L1414-3 du CGCT. Pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.

La Présidence de la commission du Groupement est assurée par le représentant du responsable du groupement de commandes.

Le Président de la commission du Groupement désignera des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Celles-ci sont convoquées et peuvent participer avec voix consultative aux réunions de la commission.

La commission du Groupement peut également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

Le comptable du responsable du groupement, si celui-ci est un comptable public, et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission, lorsqu'ils y sont invités. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIERES

6.1 – indemnisation du responsable

La mission du responsable est exclusive de toute rémunération.

Toutefois, le responsable est indemnisé des frais afférents au fonctionnement du groupement par une participation financière.

Le responsable adressera après la publication de l'avis d'attribution du marché une demande de remboursement chiffrée et détaillée à la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau. En l'absence de contestation dans les 30 jours le responsable émettra un titre de recette correspondant. La participation est due au responsable au plus tard dans les deux mois à compter de la date d'émission du titre de recette.

6.2 – Calcul et montant estimé de la participation financière

Les frais afférents au groupement calculés sur l'enveloppe estimative des travaux incombant à chaque membre

- 75% pour la commune de THIL,
- 25% pour la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau.

Les frais afférents au fonctionnement du groupement sont estimés à 2230 €HT
soit la répartition suivante :

- 1675 €HT pour la commune de THIL,
- 555 €HT pour la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE

Le responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention, fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

Le représentant du responsable pourra ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informera et consultera les membres sur sa démarche et son évolution.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet dès lors qu'elle aura revêtu un caractère exécutoire pour toutes les parties.

La présente convention est conclue pour une durée allant jusqu'au terme des missions confiées au responsable.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal Administratif de Lyon.

Fait en deux (2) exemplaires,

A THIL, le

Le Président de la Communauté de Communes
de Miribel et du Plateau

Le Maire de THIL

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

7. REDEVANCE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT

Mr Maisonnas précise les trois objectifs :

1. Recherche de subventions (Conseil Départemental Agence de l'Eau et une participation de la CCMP)
2. Facturation du service rendu aux usagers
3. Détermination d'un prix juste et unique pour l'ensemble du village

Il informe que le prix proposé est aligné sur la moyenne des prix pratiqués en France.

Il rappelle que la somme inscrite au budget assainissement pour les études est amortissable sur quinze ans soit environ 4.905 €/an sur 15 ans + les frais de fluide (eau, électricité...) de la station de la 1NA pour environ 500 € / an + les frais d'entretien pour environ 1.900 € / an (coût de Personnel lié à l'entretien de la STEP) soit un total d'environ 7.305 € / an de débours de la station qu'il nous faut amortir.

Est exclu volontairement de ce calcul comptable et donc la répercussion pour le calcul du prix de l'eau, après présentation en Commission Finances et discussion en Commission Générale, tout ce qui est amortissement de la STEP, donc financé par le PUP.

En clair, la station a été financée par le promoteur du Clos des Platanes via un PUP, la loi nous oblige à amortir cette station, il a donc été décidé de l'amortir via le Budget Principal et de ne pas en faire supporter les usagers au niveau du prix de l'eau.

Il présente le mode de calcul (basé sur les usagers actuellement raccordés, soit 29 logements du Clos des Platanes) avec une consommation annuelle estimée à 123 m3, ce qui fait un prix au m3 de 2,10 €, qu'il propose de répartir de deux manières différentes pour équilibrer le budget :

40 € H.T. d'abonnement annuel (part fixe)

1,77 € H.T. / m3 (part proportionnelle)

Il présente à l'Assemblée le comparatif sur la base de 60 m3/semestre entre les factures actuelles en assainissement autonome (environ 125 €) et ce que sera demain, la facture en assainissement collectif (environ 300 €).

Il rappelle que la loi impose que le prix de l'abonnement ne doit pas représenter plus de 40 % de la facture globale. Actuellement le prix de l'abonnement représente 28 % en assainissement autonome, et nous serons à 22 % en assainissement collectif, donc dans les normes imposées par la loi.

Il informe que le prix au litre devra figurer sur les factures à compter du 1^{er} janvier 2017, ce qui représentera 0,0039 € le litre.

Mr Caplat demande si c'est le prix à payer au fur et à mesure des branchements.

Mr Maisonnas répond que pour solliciter les subventions, il faut fixer le prix de l'eau, basé sur des chiffres précis. Demain dans les phases, on va avancer petit à petit, donc de plus en plus de branchements, donc de plus en plus de recettes et aussi de dépenses.

Il attend les précisions du Maître d'œuvre et des entreprises pour connaître les coûts.

Le prix de l'eau proposé aujourd'hui sera le prix de l'eau à quelque chose près, de ce qui sera facturé en assainissement collectif.

Mr Caplat note que fin 2018, les habitants du secteur de la 1^{ère} tranche (zone rose), vont payer ce prix-là et pas les autres.

Mr Maisonnas répond dans l'affirmative. Il note qu'il sera prévu de débloquer au fur et à mesure les fonds. On ira chercher le financement en fonction des dépenses et des recettes attendues.

Mr Guillard note qu'il restera à fixer la taxe de raccordement.

Mr Maisonnas précise qu'il y aura effectivement une taxe de raccordement à fixer en fonction de la durée de l'emprunt à souscrire et l'équilibre du budget. Ce sera discuté le moment venu.

Il précise que tous les abonnés du Clos des Platanes seront exonérés de la taxe de raccordement.

DELIBERATION 16/03/06 : REDEVANCE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur rappelle au Conseil que, conformément aux articles L.2224-12-2, R.2224-19, R.2224-19-1 et R.2224-19-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il y a lieu d'instaurer une redevance d'assainissement auprès des usagers du service d'assainissement public.

Il rappelle la délibération n° 15.03.09 du 29 juin 2015 portant sur la convention avec Suez Environnement Eau et que la redevance doit permettre de rendre éligible les demandes d'aides et de subventionnement pour la réalisation du réseau d'assainissement collectif sur l'ensemble de la commune.

La Commission finances ayant été consultée le 09 mai 2016,

La Commission générale ayant été consultée le 12 mai 2016,

Il est proposé de fixer le montant de la redevance comme suit :

- Part fixe : 40 € H.T. /logement/an,
- Part proportionnelle : 1.77 € H.T. / m3.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- DECIDE de fixer le montant de la redevance comme suit à compter du 1er juillet 2016 :
 - Part fixe 40 € H.T. / logement / an,
 - Part proportionnelle : 1.77 € H.T / m3.
- DIT que les recettes seront recouvrées par Suez Environnement Eau délégataire de l'encaissement et de la facturation, semestriellement et inscrites au budget assainissement.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

8. FINANCES

Mr Maisonnas présente à l'Assemblée les deux Décisions Modificatives.

DM n° 1 : Somme prévue au Budget (article 27638) en opération d'ordre à transférer en opération réelle.

DM n° 2 : 1.800 € nécessaires pour le changement de la chaudière de l'école, et 700 € nécessaires pour l'acquisition d'un nouveau matériel informatique, compatible avec les nouveaux logiciels de la Bibliothèque Centrale de Bourg en Bresse.

Décision Modificative n° 1 : Virement de crédits

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 27638 : Autres établissements publics	33 200.00 €	
TOTAL D 040 : Opérations d'ordre entre sections	33 200.00 €	
D 27638 : Conventions de portage Pomic		33 200.00 €
TOTAL D 27 : Autres imms. financières		33 200.00 €

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Décision Modificative n° 2 : Virement de crédits

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6188 : Autres frais divers	2 500.00 €	
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	2 500.00 €	
D 025 : Virement section investissement		2 500.00 €
TOTAL D 025 : Virement à la sect° d'investissement		2 500.00 €
D 2135-90 : Groupe scolaire		1 800.00 €
D 2183-129 : Matériel Bibliothèque		700.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles		2 500.00 €
R 021 : Virement de la section de fonds		2 500.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonds		2 500.00 €

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

9. QUESTIONS DIVERSES

1- Mr le Maire rappelle au Conseil, comme il s'y était engagé auprès de la Présidente du Sou des Ecoles, que la Farfouille aura lieu le 19 juin prochain. L'association a besoin de bénévoles pour aider à l'organisation de cette manifestation les 18 et 19 juin, notamment le dimanche 19 juin 2016.

2- Mr Caplat rappelle que le 2 juillet prochain, aura lieu l'exercice de simulation relatif au risque inondation. Il souligne que 4 élus n'ont encore pas donné leur réponse.
D'autre part, il demande concernant la vidéo surveillance, où en est le projet de formation au logiciel.

Mr Thuot a préparé le support de formation et propose de fixer des dates de formations via un Doodle.
Mr Thuot informe qu'Inéo attend de la commune, la commande complémentaire de caméras.

Mr le Maire rappelle qu'un courriel a été reçu dernièrement de Mr Patrick CHAIZE, nous invitant à constituer rapidement de dossier concernant la demande de subvention. Il propose d'organiser une réunion vendredi matin après le CoPil n° 4 ce vendredi.

3- Mr Manié voudrait une précision de la part du Conseil, dans le Compte rendu du Conseil adopté en début de séance, il a été dit au Conseil Municipal précédent, que le projet de passerelle, n'était pas dans le programme de la Majorité municipale mais dans celui de l'Opposition. Or il se trouve qu'il était dans le programme de la Majorité.

Il remet à l'assemblée une copie du programme de la Majorité et veut savoir si c'est un oubli de la part de la Majorité, et veut des explications par rapport à cela. Il rappelle que cela a été repris dans deux articles différents de la presse et aussi dans le programme.

Mr le Maire note que oui, sans préciser qu'il s'agit forcément de Thil. Il donne la lecture de la copie du Programme de la Majorité sur le sujet « Promouvoir l'identité du fleuve Rhône et de la Côtère : une démarche partenariale ».

« La valorisation de l'identité culturelle du Rhône s'intégrera dans une démarche globale d'aménagement associant la CCMP et le Grand Parc, en incluant l'Anneau bleu, la requalification des berges du Rhône, la protection de Thil contre les inondations et la réalisation d'une passerelle d'accès à l'horizon 2020 ».

Mr le Maire regrette que, dans le cadre des concertations organisées au sein de la CCMP en relation avec la commission Voirie Transports et ouvertes à l'ensemble du territoire, il n'y ait eu que deux participants de Thil et personne de l'association Uthil avant tout.

Mr Manié note ce qui est écrit dans le programme de la Majorité : « la réalisation d'un projet partenarial d'une passerelle d'accès à l'horizon 2020 », mais ce n'était pas pour Thil ?

Mme Semay répond que non.

Mr Manié note qu'il s'agit peut-être d'une erreur d'interprétation de sa part.

Mr Zimerli rappelle que la priorité à Thil est l'assainissement collectif.

Mr Manié rétorque qu'il s'agit de programme et de promesse électorale : Admettons que la passerelle n'était pas prévue dans le programme électoral de la Majorité. Alors pourquoi est-elle présente dans l'OAP 1 du PLU voté en novembre 2015 ? Si vous aviez décidé de ne pas faire la passerelle, il n'y avait pas besoin d'en parler dans le programme.

Mr le Maire rappelle que tout est écrit dans le Rapport de Présentation (p. 41) du PLU des grands projets de l'intercommunalité et notamment les limitations qui s'imposent sur le programme de passerelle à Thil. Dans une OAP, il s'agit bien des Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Mr Manié répond que sur la page précédente, il est fait mention de passerelle. Si vous aviez décidé qu'il n'y aurait pas de passerelle, il n'y avait aucune raison de le marquer dans votre programme et de l'inscrire à l'OAP.

Mme Semay rappelle qu'il y avait dans le projet, un positionnement de la passerelle à Beynost, Thil ou Neyron, que c'était trois lieux possibles et pas trois lieux de réalisation. C'était une éventualité d'étude par la CCMP de trois lieux possibles.

Mr Zimerli fait le rapprochement avec le BMX.

Mr Manié répond que le Conseil Municipal a décidé d'installer un BMX à Thil, ce n'est pas la CCMP qui l'a imposé.

Mr le Maire invite Monsieur Manié à relire le Rapport de Présentation du PLU. Il fournira la page concernée du Rapport de Présentation. Il ajoute que dans l'enquête publique, des Thilois se sont positionnés clairement contre le projet de passerelle.

Mr Maisonnas rappelle que c'est la CCMP qui a décidé de ne pas la faire à Thil mais ailleurs.

Mr le Maire rappelle qu'il a été demandé à Didier Martinet de venir présenter l'étude qui avait été faite.

Mr le Maire précise que c'est dans le programme de l'opposition. Il était présent à la réunion publique d'U-thil avant tout, et le projet de passerelle était projeté sur le diaporama.

Mr Manié demande : si cela n'a jamais été mis à l'ordre du jour, comment a-t-on pu évoquer le sujet ?

Mr Zimerli rappelle que le sujet a fortement été abordé.

Mr Caplat note qu'on peut en discuter sans que cela soit inscrit à l'ordre du jour.

Mr le Maire rappelle que l'Anneau Bleu est une compétence de la CCMP. Il note le travail fait dans le cadre de la CCMP et de la Commission Voirie Mobilité, une concertation a lieu depuis le mois de septembre 2015 sur ces problématiques de mobilité, qu'il y a eu des ateliers participatifs réalisés, avec seulement deux Thilois présents (Mr Guillard et Mr D-R). L'information a été largement diffusée au niveau de la commune, sur le site etc. Il aurait souhaité qu'il y ait des représentants des deux « camps » de la passerelle à Thil, et cela n'a pas été le cas.

Après un échange entre Mr Caplat et Mr Manié, il est dit que les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent.

Mr le Maire note qu'un bilan des engagements sera fait en fin de mandat.

Mr Julian confirme que c'est bien dans le programme de la majorité.

Mr Mohammedi note que la passerelle, fait l'objet d'un classement des priorités de la CCMP.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,

Fin de la séance du Conseil Municipal

En Mairie de Thil

Le mercredi 25 mai 2016 à 21 h 52

Stopper l'enregistrement»